



BERLIN ECO

BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ALLEMAGNE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BERLIN

N° 11 – 13 juin 2023

Sommaire

Actualité économique :

- Environnement macro-économique : inflation / prévision / politique monétaire
- Politiques sociales : chômage / convention collective et rémunération / salaire minimum

Actualité financière :

- Régulation financière : CMDI

ACTUALITE ECONOMIQUE

Environnement macroéconomique

Confirmant la précédente estimation parue le 31 mai, [Destatis](#) chiffre le taux d'**inflation** en mai à +6,1 % (IPC) en glissement annuel, contre +7,4 % en mars et +7,2 % en avril. Ce ralentissement serait dû au recul de l'inflation énergétique (+2,6 % en mai contre +6,8 % en avril) suite au reflux des prix de gros et aux dispositifs de frein aux prix. Le principal moteur de l'inflation demeure l'augmentation des prix de l'alimentation (à +14,9 % en mai).

Le [DIW](#) et l'[IfW](#) tablent sur une récession de l'économie allemande en 2023, respectivement de -0,2 % et -0,3 %. Pour 2024, les **prévisions** de croissance se situent respectivement à +1,5 % et +1,8 %. L'inflation s'élèverait en moyenne annuelle à respectivement +5,9 % et +5,8 % en 2023, puis +2,5 % et + 2,1 % en 2024 (IPC).

Une nouvelle étude de la [Fondation Bertelsmann](#) fait des propositions pour une **politique**

LE CHIFFRE À RETENIR

5,8

Millions d'emplois concernés par la hausse du salaire minimum à 12 € au 1^{er} octobre 2023

monétaire qui n'étoufferait pas les investissements pour la décarbonation en dépit du rehaussement des taux. La BCE pourrait ainsi proposer aux banques des crédits avantageux pour les investissements et les technologies vertes par le biais d'opérations de refinancement ciblées à plus long terme telles que les TLTRO.

Politiques sociales

Selon [l'agence](#) fédérale du travail, le nombre de personnes en recherche d'emploi a continué d'augmenter en mai (+0,4 % sur un mois), mais plus faiblement que les mois précédents (+0,9 % en avril et +0,7 % en mars; données corrigées des variations saisonnières). Le taux de **chômage** (en définition nationale) est resté néanmoins stable à 5,6 % en mai (en cvs). Sur un an, le taux de chômage (en définition nationale) a progressé de 0,6 point en mai (à 5,5 %, données brutes), 0,4 point s'expliquant par l'inscription des réfugiés d'Ukraine au chômage. Parallèlement le nombre de personnes en emploi s'est stabilisé à un niveau record (à 45,9 M en avril, dernière donnée cvs

publiée). Les baromètres de l'emploi sont néanmoins orientés à la baisse.

Selon [Destatis](#), 49% des salariés étaient couverts par une **convention collective** en 2022. Cette couverture était complète dans la fonction publique (100%), forte dans l'approvisionnement énergétique (85%) ou encore le secteur bancaire et assurantiel (75%), et faible dans la restauration (20%) ou le secteur immobilier (22%). La **rémunération conventionnelle** (primes incluses) a progressé de 2,7% au 1^{er} trimestre 2023 sur un an, tandis que l'inflation s'élevait sur la même période à 8,3% (source : [Destatis](#)).

Selon [Destatis](#), 5,8 M d'emplois ont été concernés par la hausse du **salaire minimum** à 12€ au 1^{er} octobre 2023, soit 14,8% de l'emploi salarié. Suite à la revalorisation, la part du segment des bas salaires (emploi avec une rémunération inférieure à deux tiers du salaire médian, soit 12,76€ brut par heure) a fortement diminué, représentant 15% dans l'emploi salarié total (contre 19% six mois plus tôt).

ACTUALITE FINANCIERE

Régulation financière

La fédération représentant l'ensemble du secteur bancaire allemand (DK) indique dans une

[publication](#) début juin qu'elle « rejette dans son ensemble le paquet législatif **CMDI** de la Commission européenne » (proposition relative au cadre de la gestion des crises bancaires et de l'assurance des dépôts): elle s'oppose à (i) l'inclusion des établissements de petite et moyenne taille dans le régime de résolution, (ii) l'extension du cofinancement des résolutions bancaires aux systèmes de garantie des dépôts, (iii) l'abandon du caractère privilégié des systèmes de garantie des dépôts en cas d'insolvabilité, qui mettrait en péril le financement des systèmes de garantie des dépôts et, par conséquent, la confiance des déposants dans ces derniers, (iv) la limitation des mesures préventives pouvant être prises par les systèmes de garantie des dépôts pour empêcher la défaillance d'un établissement de crédit.

Les systèmes de protection institutionnels (*IPS*) ont, en outre, reçu le soutien du [chancelier](#) Olaf Scholz (SPD), du vice-chancelier Robert Habeck (Die Grünen) et du ministre des Finances Christian Lindner (FDP) lors de la grande conférence biennale des caisses d'épargne : ils se sont prononcés d'une seule voix contre la potentielle remise en cause de leur fonctionnement actuel par les propositions de la Commission.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international